



7^{EME} COLLOQUE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE ÉCONOMIQUE

MARCHES ET DEMOCRATIE

APPEL A CONTRIBUTIONS

Le 7^{eme} Colloque International Philosophie Économique se tiendra à **Reims du 29 au 31 mai 2024**. Il est organisé à l'Université de Reims Champagne-Ardenne par le centre de recherche en économie et gestion REGARDS. Comme lors de l'édition 2023, à la veille du colloque (28 mai), un atelier pour jeunes chercheurs sera organisé.

Cette 7^{eme} édition de la conférence portera sur le thème « **Marché(s) et Démocratie** ». Toutes les contributions en économie et en philosophie conçues au sens large sur ce thème sont particulièrement bienvenues. **Nous sollicitons également des contributions sur tout autre sujet lié à la philosophie économique.**

Les marchés et la démocratie figurent, du moins dans les sociétés occidentales contemporaines, comme les deux procédures de décision collective les plus importantes. Depuis le XIX^e siècle au moins, les marchés constituent le principal moyen d'allocation des ressources entre les membres de la société. La démocratie, en tant que forme générale de régime politique, demeure être la procédure principale d'allocation du pouvoir politique, de production des biens publics et, en fin de compte, des choix des politiques publiques. Leur articulation au travers d'une division du travail visant à promouvoir l'ouverture économique et politique, la concurrence ainsi que la responsabilité, se trouve être une caractéristique constitutive des « ordres d'accès ouverts », tels que caractérisés par certains économistes et politistes.

Cette vision simple et générale de l'importance de la complémentarité des marchés et de la démocratie dissimule cependant de nombreuses complexités intéressantes. Du point de vue de la philosophie économique, elle nous invite à explorer au moins trois vastes ensembles de réflexion.

En premier lieu, on peut repérer une tendance parmi les économistes et les politologues à mobiliser l'analogie entre les marchés et la démocratie. Cette analogie repose en partie sur des travaux visant à développer une analyse économique de la démocratie, identifiant ainsi un « marché politique » où l'offre politique rencontre la demande politique. Cette approche étudie le marché politique grâce aux outils économiques traditionnels du choix rationnel et de la théorie des jeux. Au niveau analytique, elle est également motivée par l'observation selon laquelle les marchés et la démocratie peuvent être interprétés comme des procédures de décisions collectives en tant que telles. Bien qu'ils diffèrent significativement quant à leurs mécanismes et objets spécifiques, les marchés et la démocratie partagent néanmoins des attributs formels les rendant sujets à une analyse en termes de règles de choix collectif. L'attrait de cette analogie a également des origines plus normatives. Il s'appuie en particulier sur la croyance normative selon laquelle les consommateurs et les citoyens devraient être tous les deux souverains. Certaines critiques ont toutefois soutenu que l'analogie marché/démocratie est non seulement erronée, mais qu'elle a aussi un effet performatif néfaste qui renforce une conception de la démocratie où les citoyens agiraient comme des consommateurs passifs.

En deuxième lieu, une préoccupation de longue date est que, loin d'être complémentaires, les marchés et la démocratie sont actuellement en conflit et que le développement de l'un est susceptible de nuire à l'autre. Cette préoccupation a pris de nombreuses formes et est partie dans de nombreuses directions. D'une part, les libertariens par exemple, ont tendance à considérer la démocratie comme un substitut illégitime des marchés afin d'allouer les ressources et prendre des décisions collectives, même dans le cas de biens publics. D'autre part, de nombreux chercheurs en sciences sociales ont entretenu l'idée que le développement des marchés a affaibli les normes traditionnelles ainsi que les valeurs civiques et politiques soutenant toute démocratie saine. Une version de cette thèse, qui soutient que les marchés (par exemple les marchés financiers) privent les citoyens de leur droit légitime de décider collectivement de leur sort, est fréquemment évoquée. Cette vision de la relation entre les marchés et la démocratie contraste de manière frappante avec des analyses plus optimistes qui soulignent leur complémentarité en tant que partie intégrante des « institutions inclusives » favorisant le développement économique (e.g., Acemoglu and Robinson 2013).

En dernier lieu, la prévalence des marchés et de la démocratie dans les sociétés occidentales contemporaines fait écho à la thèse largement discutée de Francis Fukuyama (1989), selon laquelle la chute de l'Union Soviétique signifierait le triomphe du capitalisme de marché et des démocraties libérales. Plus de trente ans après cette proclamation, les développements économiques et politiques nous poussent à reconsidérer la possibilité que ni les marchés, ni la démocratie – du moins dans sa version libérale – ne soient les institutions sociales ultimes nous permettant de vivre ensemble. Entre la crise financière de 2007-2009 et la montée des inégalités économiques, le mécontentement grandit à l'égard de l'économie de marché et des politiques publiques qui la promeuvent. Mais ce mécontentement se dirige également vers la démocratie, du moins dans sa forme représentative. D'une part, de plus en plus de citoyens appellent à des formes plus populaires, directes, et inclusives de la démocratie et d'autre part, des sondages suggèrent que, notamment dans les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, le soutien aux valeurs démocratiques et aux institutions s'affaiblit en faveur de formes de gouvernement plus autoritaires. Enfin, certains indicateurs suggèrent fortement que la

combinaison d'institutions politiques, économiques et démocratiques, caractéristique des démocraties libérales, perd du terrain dans le monde.

Ces trois ensembles de considérations tournent autour des deux faces de la même question générale : (i) la nature distinctive des sociétés qui s'appuient sur les marchés et la démocratie pour prendre des décisions collectives et (ii) ce qui rend (ou non) ces sociétés normativement attrayantes. Cette question est vaste et peut être explorée à partir d'un large éventail de perspectives théoriques et de méthodes empiriques constitutives de la diversité des approches à l'intersection de l'économie et de la philosophie. Nous accueillons en particulier des contributions concernant la relation entre les marchés et la démocratie utilisant des outils et modèles des sciences sociales (théorie des jeux, théorie du choix social, modèle à base d'agents, ...), mobilisant l'histoire de la pensée, adoptant une approche interdisciplinaire qui combine la philosophie politique ou sociale avec l'économie normative ou l'économie politique, et se positionnant dans une perspective féministe.

Les contributions peuvent donc aborder un large éventail de thèmes, parmi lesquels figurent par exemple :

- La pertinence contemporaine des visions « élitistes » de la démocratie (par exemple, Schumpeter).
- L'articulation entre la « liberté des modernes » et les « libertés des anciens » dans les sociétés marchandes.
- La pertinence des modèles formels et des résultats issus des sciences sociales (théorèmes d'impossibilité, théorèmes d'agrégation) pour l'étude et la justification de la démocratie.
- La relation entre les libertés économiques et les libertés civiques/politiques.
- Le rôle des valeurs démocratiques dans le développement économique.
- La pertinence de la caractérisation du populisme comme démocratie « illibérale ».
- Marchés et démocratie dans les sociétés non capitalistes.
- La relation entre les activités exercées en dehors du marché (par exemple, le travail de soins) avec les processus démocratiques et marchands d'allocation du pouvoir politique et des ressources.

- L'étude de l'interdisciplinarité entre sciences économiques et sciences politiques.
- La comparaison de la souveraineté du consommateur et de la souveraineté citoyenne.
- La place des processus décisionnels démocratiques délibératifs dans une économie de marché.
- La question de la cohérence entre marchés et capitalisme.

SOUMISSION DE SESSIONS COMPLETES

Nous invitons également la soumission de sessions complètes sur tout sujet relevant du domaine de l'économie et de la philosophie. Une proposition doit fournir un titre et une courte description (environ 500 mots) de la session et une liste de trois contributions, indiquant les noms des auteurs, leurs affiliations et le titre des communications. Chaque communication doit être soumise séparément sur le site internet du colloque selon la même procédure que les communications simples. La proposition de session complète et chacune de ses communications seront évaluées par le comité scientifique.

Le délai de soumission des sessions complètes et de leurs communications est le même que pour les communications simples.

Un certain nombre de sessions parallèles se tiendront en anglais, assurant systématiquement un choix ouvert de sessions en anglais et en français. Une partie de l'équipe organisatrice sera bilingue.

ATELIER JEUNES CHERCHEURS

L'atelier des jeunes chercheurs se déroulera sur une journée entière (le 28 mai), comprenant à la fois des conférences par des chercheurs confirmés et des présentations par de jeunes chercheurs. Des universitaires chevronnés participeront non seulement en tant que conférenciers, mais aussi en tant que commentateurs. L'objectif est de favoriser des débats approfondis entre tous les participants et de créer les conditions permettant aux jeunes chercheurs de tirer le meilleur parti de la conférence.

Les candidats potentiels doivent être jeunes chercheurs au sens large (étudiants en master, doctorants, post-doctorants, chercheurs et enseignants-chercheurs juniors, etc.). Un

financement partiel pour permettre aux jeunes chercheurs d'assister à l'atelier et à la conférence sera disponible.

Un appel à participation indépendant sera publié dans les mois à venir.

SOUMISSION (Y COMPRIS LES SESSIONS COMPLETES)

La soumission des communications et de sessions complètes sera ouverte de début septembre **au 15 novembre 2023**. La soumission d'une communication doit prendre la forme d'un résumé de 1000 mots avec 3 à 5 mots-clés. La soumissions d'une session complète doit inclure un résumé de 500 mots ainsi qu'une liste des trois communications individuelles. Toutes les communications (y compris celles appartenant aux sessions complètes) et sessions complètes doivent être soumises via le site internet de la conférence (qui sera ouvert en septembre). Les soumissions peuvent être rédigées en anglais ou en français.

COMITE D'ORGANISATION

Aurane Aparicio (Université ode Reims, REGARDS)

Sina Badiei (Université de Lausanne, Centre Walras Pareto)

Alexandre Chirat (Université de Nanterre, ÉconomiX)

Nathanaël Colin-Jaeger (Université de Fribourg)

Dorian Jullien (Université Paris 1, Centre d'Économie de la Sorbonne)

Florence Gallois (University of Reims, REGARDS)

Jean-Sébastien Gharbi (Université de Reims, REGARDS)

Cyril Hédoin (Université de Reims, REGARDS)

Nestor Lovera Nieto (Université de Reims, REGARDS)

Camila Orozco Espinel (Université de Reims, REGARDS)

Fabien Tarrit (Université de Reims, REGARDS)

Des informations supplémentaires sur les conférenciers principaux, le comité scientifique, le lieu du colloque, les frais d'inscription et les activités sociales seront communiquées en septembre. Le site web de la conférence sera ouvert vers la même période.

Pour toute question ou information complémentaire, merci de contacter Cyril Hédoin (cyril.hedoin@univ-reims.fr).



7TH INTERNATIONAL CONFERENCE ECONOMIC PHILOSOPHY

MARKET(S) AND DEMOCRACY

CALL FOR PAPERS

The 7th International Conference Economic Philosophy will be held **in Reims on May 29th-31st, 2024**. It is organized at the University of Reims Champagne-Ardenne by the REGARDS economics and management research center. As in the 2023 edition, on the eve of the conference (May 28th), a young scholars' workshop will be held.

This 7th edition of the conference will focus on the theme **"Market(s) and Democracy"**. All contributions in economics and philosophy broadly conceived on this theme are especially welcome. **We also invite contributions on any other topic related to economic philosophy.**

Markets and democracy figure, at least in contemporary Western societies, as two of the most significant collective decision procedures. Markets have been at least since the 19th century the main device to allocate resources among members of society. Democracy as a general form of political regime is the main procedure to allocate political power, produce public goods, and, ultimately, choose public policies. Their articulation through a division of labor that aims to promote economic and political openness, competition, and accountability is a constitutive feature of "open access orders" as characterized by some economists and political scientists.

This simple and general view about the importance and complementarity of markets and democracy hides however many interesting complexities. From an economic philosophy perspective, it invites us to explore at least three general sets of considerations:

First, there is a widespread tendency among economists and political scientists to endorse the analogy between markets and democracy. The analogy partly builds on notable attempts to develop an economic analysis of democracy that identifies a "political market" where a political supply meets a political demand. This approach studies the political market with the traditional economic tools of rational choice and game theory. Still, at the analytical level, it is also motivated by the observation that markets and democracy can be both interpreted as

collective decision procedures of their own. Though they significantly differ regarding their specific mechanisms and objectives, they nonetheless share formal attributes that make them amenable to an analysis in terms of collective choice rules. The appeal of the analogy also has more normative roots. It builds in particular on the normative belief that both consumers and citizens should be sovereign. Some critics have however argued that the market/democracy analogy is not only misguided but has also had a detrimental performative effect by reinforcing a conception of democracy where citizens behave as passive consumers.

Second, a long-enduring concern has been that far from being complementary, markets and democracy are actually in conflict and that the development of one is likely to undermine the other. This concern has taken many shapes and has been pushed in different directions. Libertarians for instance tend to regard democracy as an illegitimate substitute of markets to allocate resources and make collective choices, even in the case of public goods. On the other hand, many social scientists have entertained the idea that the development of markets has weakened traditional norms but also the civic and political values that sustain any healthy democracy. It is not uncommon to find a version of this thesis according to which markets (e.g., financial markets) are stripping citizens of their legitimate right to collectively decide their fate. This view of the relationship between markets and democracy is in striking contrast with more optimistic accounts that single out their complementary as part of the “inclusive institutions” that favor economic development.

Third, the prevalence of markets and democracy in contemporary Western societies echoes Francis Fukuyama’s largely discussed thesis that the fall of the Soviet Union meant the triumph of market-based capitalism and liberal democracies. More than thirty years after this proclamation, economic and political developments urge us to reconsider the possibility that neither markets nor democracy – at least in its liberal version – may be the ultimate social institutions making it possible for us to live together. Amid the 2007-2009 financial crisis and the rise of economic inequalities, there is growing discontent with the market-based economy and the public policies that are promoting it. But this discontent is also directed toward democracy, at least under its representative form. On the one hand, more and more citizens are calling for more popular, direct, and inclusive forms of democracy. On the other hand, polls suggest that, especially in Western European and North American countries, the support for democratic values and institutions is weakening in favor of more authoritarian forms of government. Finally, some indicators strongly suggest that the combination of market-based economic and democratic political institutions characteristic of liberal democracies is losing ground worldwide.

These three sets of considerations revolve around the same general twofold question of (i) the distinctive nature of societies that rely on markets and democracy to make collective choices and (ii) what makes these societies normatively appealing (or not). This question is broad and can be explored from a large range of theoretical perspectives and empirical methods that are constitutive of the diversity of approaches at the intersection of economics and philosophy. We welcome in particular contributions about the relationship between markets and democracy that use formal tools and models from the social sciences (game theory, social choice theory, agent-based modeling, ...); that mobilize the history of ideas; that adopt an interdisciplinary approach combining political or social philosophy with normative economics or political economy; and that take a feminist perspective.

Contributions can therefore tackle a large range of themes, among which figures for instance:

- The contemporary relevance of “elitist” views of democracy (e.g., Schumpeter).
- The articulation between the “liberty of the moderns” and the “liberties of the ancient” in market-based societies.
- The relevance of formal models and results from the social sciences (impossibility theorems, aggregation theorems) to the study and justification of democracy.
- The relationship between economic liberties and civic/political liberties.
- The role of democratic values in economic development.
- The relevance of the account of populism as “illiberal” democracy.
- Markets and democracy in non-capitalist societies.
- The relationship between activities held outside the market (e.g., care work) with democratic and market-based processes of allocation of political power and resources.
- The study of interdisciplinary ventures between economics and political sciences.
- The comparison of consumer sovereignty and citizen sovereignty.
- The place of deliberative democratic decision processes in a market economy.
- The issue of the consistency between markets and capitalism.

FULL SESSIONS SUBMISSION

We also invite submissions of full sessions on any topic falling into the scope of economics and philosophy. A proposal should provide a title, a short (about 500 words) description of the session, and a list of three contributions, indicating authors’ names, affiliations, and the title of the contributions. Each contribution should be submitted separately on the website along the same procedure as simple contributions. The full session proposal and each of its contribution will be evaluated by the scientific committee.

The timeline for submission of full sessions and their contributions is the same as for simple contributions.

A fair number of parallel sessions will be held in English, so that participants will always have an open choice between sessions in English or in French. Part of the staff will be bilingual.

YOUNG SCHOLARS WORKSHOP

The young scholars' workshop will take place over a whole day (May 28th), including both lectures by senior scholars and presentations by young scholars. Senior scholars will participate not just as speakers but also as discussants. The intention is to foster extensive debates among all participants and to foster the conditions for young scholars to make the most of the conference.

Prospective participants must qualify as young scholars in a broad sense (Master students, PhD candidates, Post-Docs, Junior professors, etc.). Partial funding for young scholars to attend the workshop and the conference will be available.

An independent call for participation will be posted in the forthcoming months.

SUBMISSIONS (INCLUDING FULL SESSIONS)

Submissions of contributions and full sessions will be open from the beginning of September **until November 15th, 2023**. Submissions of contributions should take the form of a 1000-word long abstract with 3-5 keywords. Submissions of full sessions should include a 500-word long abstract as well as a list of the three individual contributions. All contributions (including those belonging to full sessions) and full sessions should be submitted through the website of the conference (to be opened in September). Submissions can be written either in English or French.

ORGANIZATION COMMITTEE

Aurane Aparicio (University of Reims, REGARDS)

Sina Badie (University of Lausanne, Centre Walras Pareto)

Alexandre Chirat (University of Nanterre, ÉconomiX)

Nathanaël Colin-Jaeger (University of Fribourg)

Dorian Jullien (University Paris 1, Centre d'Économie de la Sorbonne)

Florence Gallois (University of, REGARDS)

Jean-Sébastien Gharbi (University of Reims, REGARDS)

Cyril Hédoin (University of Reims, REGARDS)

Nestor Lovera Nieto (University of Reims, REGARDS)

Camila Orozco Espinel (University of Reims, REGARDS)

Fabien Tarrit (University of Reims, REGARDS)

Additional information about the keynote speakers, the scientific committee, the venue, fees, and social activities will be communicated in September 2023. The website of the conference will be opened around the same period.

For any questions or more information, please contact Cyril Hédoin (cyril.hedoin@univ-reims.fr).